

Marche pour les Libertés et la Protection Sociale **samedi 5 décembre à Figeac**

Samedi dernier partout en France des Marches pour les Libertés ont réuni des centaines de milliers de personnes. A Figeac, nous étions 400 à dire NON à la réduction autoritaire de nos libertés, deux fois plus que la semaine précédente. Et on ne s'arrêtera pas là !

Face à l'obstination du gouvernement à réduire nos libertés et à la casse accélérée de notre protection sociale et sanitaire, des citoyens et des citoyennes appellent à manifester

samedi 5 décembre à 11h **devant la sous-préfecture de Figeac**

Citoyens, citoyennes,

venez défendre vos libertés fondamentales et vos acquis sociaux !

NON à la dérive autoritariste de la loi de sécurité globale ! Alors que les preuves de violences policières sont chaque jour plus nombreuses, nous demandons le retrait de la loi sécurité globale et son article 24, et de toutes les réformes qui criminalisent les mouvements sociaux (Loi de programmation de la recherche...), qui nous font entrer "en marche" forcée dans un état policier.

NON à l'obligation du port du masque pour les enfants dès 6 ans. Chacun.e, en fonction de son entourage, de sa santé et celle de ses proches, devrait avoir le choix de porter ou faire porter un masque à ses enfants.

NON à la précarité généralisée et au chômage de masse. L'Etat injecte des milliards dans les grandes entreprises qui licencient et, dans le "en même temps" cher au président Macron, réduit drastiquement nos droits à une protection sociale et sanitaire (réformes de l'assurance-chômage, des retraites, réduction des moyens des services publics et des budgets santé...)

NON au traitement des exilé.e.s. L'état français mène une politique de répression inhumaine : délogement, camps de rétention et reconduite aux frontières. Non à la banalisation des injustices sociétales.

SOUTIEN AUX PRECAIRES, aux soignants, ouvrier.es, intermittent.es, travailleur.ses de la culture, de l'hôtellerie, des bars, de la restauration, commerçant.es, saisonnier.es, enseignant.es, chômeur.ses, sans étiquette...

OUI à la défense de nos libertés !

OUI à la protection sociale !

OUI à la protection sanitaire !

OUI au libre arbitre d'un peuple conscient !

Manifester est un droit même en temps de confinement et d'état d'urgence : téléchargez une attestation de déplacement sur le site de la Ligue des Droits de l'Homme >

<http://ldh-midi-pyrenees.org/wp-content/2020/11/Attestation-de-deplacement-derogatoire-pour-manifester-2.pdf>